

Mais, la politique du grand capital en faveur d'un gouvernement de la droite traditionnelle, n'exclut pas, en fin de compte, l'objectif de l'Etat fort par le Gaullisme, mais elle le prépare à travers toute une série d'étapes. Le cadre de la IV^e République ne convient guère à l'établissement d'un pouvoir fort, mais il est employé pour affaiblir dans la mesure la plus grande possible, les forces prolétariennes.

Le capitalisme français agit en liaison étroite avec le capitalisme américain sur le plan politique également. Mais, sur ce plan, il est beaucoup plus averti et plus capable que son maître en matière économique.

En politique extérieure, le capitalisme français, dans toutes ses sections, a définitivement renoncé aux velléités d'une politique de "grandeur" c'est-à-dire d'une politique partiellement indépendante des Américains et partiellement dirigée contre eux, qui se manifestèrent au lendemain de la guerre. Le capitalisme français est, à l'exception de quelques individualités, intégré dans le bloc américain, il souscrit au Pacte Atlantique et à toutes les tentatives de renforcement de l'Europe Occidentale. C'est très timidement, sachant qu'il mène une bataille perdue par avance, qu'il s'efforce de résister à la politique américaine de redressement de l'impérialisme allemand et de réarmement et de remilitarisation de l'Allemagne.

LE PROLETARIAT

=====

L'élan de 1944/45 brisé, la collaboration de classes du parti stalinien jusqu'en 1947 avec sa politique de "produire d'abord", de "la grève, arme des trusts", puis la fragmentation de la poussée gréviste de 1947 et la tactique des grèves tourmentées de 1948 avec les lourdes défaites ouvrières en résultant, enfin la scission syndicale et la politique antiunitaire, dans les faits, du P.C.F., ont entraîné un profond recul de la classe ouvrière et une situation dont la grève du 25 Novembre a permis de mettre en relief les caractéristiques suivantes :

a) à la suite des graves défaites qu'elle a subies à plusieurs reprises, la classe ouvrière comporte désormais des couches profondément démoralisées et qui se refusent à répondre à des appels des organisations. Ce phénomène est plus avancé dans certaines couches (fonctionnaires, employés, postiers...) et moins dans les industries les plus essentielles (métaux, aciéries, bâtiment, transports, mines...).

b) Dans les entreprises, plusieurs centrales (C.G.T., F.O., C.F.T.C., Autonomes, Cadres,) se font concurrence et la majorité de la classe ouvrière n'est plus organisée syndicalement.

Dans cet éparpillement du mouvement syndical, la C.G.T. conserve encore les cadres les plus militants (les cadres syndicaux du P.C.F.) et est appuyée passivement par le plus grand nombre d'ouvriers.

c) la méfiance envers les directions syndicales n'est pas seulement dirigée contre chacune d'elles, mais aussi à l'égard d'un front unique de celles-ci; néanmoins, celui-ci se montre encore généralement indispensable pour assurer le déclenchement de luttes ouvrières, même quand celles-ci sont très limitées.

../..